

Norvège

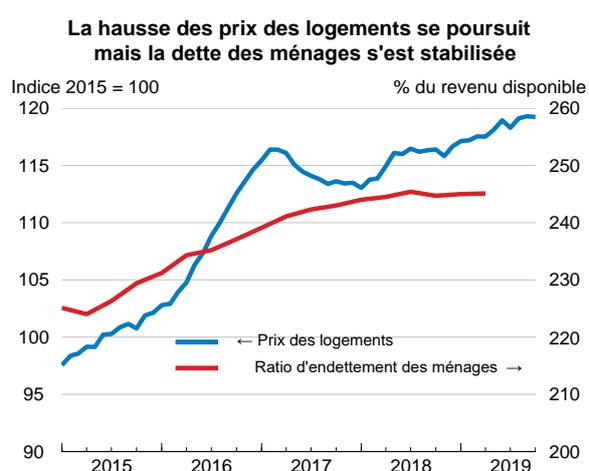
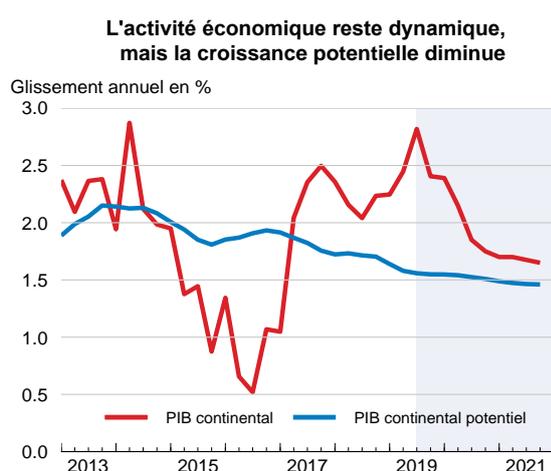
La croissance du PIB continental a été solide, mais elle ralentira sous l'effet de l'accentuation des contraintes de capacité ainsi que d'une moindre progression des exportations et de l'investissement. Les tensions sur les prix s'atténueront et la hausse de l'emploi se modérera.

En raison du tassement de la croissance, la Norges Bank a indiqué à juste titre que le taux d'intérêt directeur ne changerait sans doute pas après les récentes hausses. La neutralité de la politique budgétaire est également judicieuse, car la croissance devrait rester supérieure au potentiel. Toutefois, les autorités doivent absolument rester vigilantes à l'égard des risques liés aux prix du pétrole, à la dégradation des perspectives mondiales et, sur le plan national, au marché du logement et aux emprunts immobiliers. Il faudrait que la politique structurelle s'attache à améliorer les perspectives de croissance à long terme, notamment en faisant augmenter l'emploi dans certaines catégories sociales et en rendant les dépenses du secteur public plus efficaces.

La croissance économique reste solide

La croissance de la production continentale (c'est-à-dire excluant le gaz et le pétrole) a été solide au cours des derniers trimestres, dépassant encore le potentiel. La croissance globale de la production a bénéficié du rebond continu de l'investissement dans le secteur pétrolier et de la reprise de l'investissement en logements. En revanche, les exportations non pétrolières ont récemment ralenti. La hausse de la consommation des ménages s'est quelque peu repliée, en partie à cause d'une décélération dans la progression des revenus. La hausse des salaires continue à redresser la tête, mais celle de l'emploi a légèrement marqué le pas selon les enquêtes sur la population active. Le chômage poursuit sa baisse. L'inflation s'est modérée pour approcher l'objectif de 2 %, car les effets de la dépréciation du taux de change s'estompent.

Norvège



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106 ; Statistics Norway ; et Real Estate Norway (Eiendom Norge).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934045810>

Norvège : Demande, production et prix

Norvège	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de NOK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2017)				
PIB continental aux prix du marché¹	2 691.6	2.0	2.2	2.5	2.0	1.7
PIB total aux prix du marché	3 098.1	2.3	1.3	1.1	2.4	2.3
Consommation privée	1 411.4	2.2	1.9	1.8	1.9	1.9
Consommation publique	754.7	1.9	1.4	2.2	1.9	1.8
Formation brute de capital fixe	780.8	2.6	2.8	4.3	3.3	2.1
Demande intérieure finale	2 946.9	2.3	2.0	2.6	2.3	1.9
Variation des stocks ²	89.9	0.2	0.1	0.0	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	3 036.8	2.4	2.1	2.4	2.1	1.9
Exportations de biens et services	1 098.6	1.7	-0.2	1.6	2.6	3.1
Importations de biens et services	1 037.3	1.9	1.9	5.4	1.9	2.0
Exportations nettes ²	61.3	0.0	-0.7	-1.2	0.3	0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	4.0	5.8	-0.6	1.5	2.2
Indice des prix à la consommation	–	1.9	2.7	2.3	2.0	2.2
IPC sous-jacent ³	–	1.7	1.2	2.5	2.0	2.2
Taux de chômage (% de la population active)	–	4.2	3.8	3.4	3.2	3.2
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	6.7	6.5	6.7	6.8	7.0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	5.0	8.1	8.8	9.1	9.0
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	44.9	45.7	38.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	4.7	7.2	4.2	4.3	4.8

1. PIB non compris le pétrole et la marine marchande.

2. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

3. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046741>

Les prix des logements poursuivent leur hausse après la correction de la fin 2017, mais à un rythme encore modéré. Les stocks de logements invendus restent élevés et les délais de vente s'allongent, ce qui pourrait être le signe annonciateur d'une nouvelle correction. Le ratio dette/revenu des ménages reste élevé, mais stable.

Une politique budgétaire globalement neutre est appropriée

Le projet de budget pour 2020 maintient pour l'essentiel la neutralité en vigueur depuis 2017, tout en envisageant une légère contraction entre 2019 et 2020. Cette orientation correspond bien à la poursuite d'une croissance de la production supérieure au potentiel. Les déficits resteront en deçà de la valeur cible de référence (la « trajectoire des 3 % »). En tant que telle, l'orientation budgétaire constitue également une interprétation prudente souhaitable de la règle budgétaire selon laquelle le déficit structurel tendanciel doit être égal à 3 % des avoirs du fonds souverain pétrolier (le « Fonds de pension international de l'État »). Selon les attentes, la Norges Bank devrait maintenir les taux d'intérêt à leur niveau actuel, après les avoir relevés à quatre reprises depuis septembre 2018.

Il faut que la politique structurelle contribue à inverser la tendance au ralentissement de la croissance potentielle, tout en veillant à ce que la trajectoire économique permette de respecter les objectifs relatifs au changement climatique et que l'inclusion continue à figurer au premier rang de ses priorités. Les

problèmes d'offre de main-d'œuvre et de compétences, notamment le nombre élevé de congés maladie et de demandeurs d'allocations d'invalidité, sont traités par une commission nommée par le gouvernement. Il est important de s'employer à y remédier, du point de vue de l'inclusion économique et de l'offre de main-d'œuvre. En vertu des politiques actuellement menées, les mesures programmées pour réduire les émissions intérieures hors système européen de quotas d'émission (SEQE-UE) devront être associées à des achats de crédits hors SEQE auprès de pays de l'UE pour que les objectifs puissent être atteints. La politique structurelle doit aussi contribuer à ce que les budgets restent conformes aux objectifs ; pour y parvenir, il faudrait prêter davantage attention à l'efficacité de la dépense publique.

La croissance de la production continentale ralentira et les risques restent élevés

Selon les prévisions, la croissance de la production continentale devrait se replier à 1.7% en 2021, surtout du fait de la fin du redressement de l'investissement pétrolier ainsi que d'une progression moins rapide des exportations et de la consommation des ménages. Néanmoins, l'utilisation des capacités restera élevée et le taux de chômage bas. La hausse des prix à la consommation s'accélérera progressivement.

Les risques sont plutôt orientés à la baisse par rapport aux prévisions. Une dégradation des perspectives de l'économie mondiale, particulièrement en Europe, pourrait accentuer le ralentissement des exportations non pétrolières. En outre, une correction appréciable du marché du logement et les éventuelles conséquences négatives du montant élevé du crédit aux ménages restent des risques importants, en particulier pour la consommation des ménages. La grande incertitude qui persiste à propos des prix du pétrole constitue une source de risques de divergence aussi bien à la hausse qu'à la baisse par rapport aux prévisions. La réduction sensible des coûts dans ce secteur a renforcé la résilience.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9b89401b-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Norvège », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/87412e8b-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.